

Convention collective

**IDCC : 8832. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Haute-Loire et Lozère)
(11 août 1982)**

(Etendue par arrêté du 30 novembre 1982,
Journal officiel du 20 janvier 1983)

**AVENANT N° 80 DU 25 JANVIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2016**

NOR : AGRS1697072M
IDCC : 8832

Entre :

La FDSEA de la Haute-Loire ;

La FDSEA de la Lozère ;

La FDCUMA de la Haute-Loire ;

La FDCUMA de la Lozère ;

L'UNIPHOR ;

L'UR des entrepreneurs des territoires d'Auvergne,

D'une part, et

La CGT-FO des salariés en agriculture de la Haute-Loire ;

La CGT-FO des salariés en agriculture de la Lozère ;

L'UD CFTC de la Haute-Loire ;

L'UD CFTC de la Lozère ;

Le SGA CFDT de la Haute-Loire ;

Le SGA CFDT de la Lozère ;

L'UD CFE-CGC de la Haute-Loire,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe II « Salaires » de la convention collective sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Exploitations et entreprises agricoles

(exploitations agricoles de polyculture, d'élevage, de culture ou d'élevage spécialisés, de maraîchage, d'horticulture, de pépinières ; coopératives d'utilisation de matériel agricole ; entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers de la Haute-Loire).

A compter du 1^{er} janvier 2016, les salaires minimaux applicables sont fixés selon la grille ci-après :

1. Personnel d'exécution

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MESUEL (base 35 heures par semaine, soit 151,67 heures par mois)
I	1	100	9,67	1 466,65
	2	110	9,71	1 472,72
II	1	120	9,82	1 489,40
	2	130	9,96	1 510,63
III	1	140	10,07	1 527,32
	2	150	10,23	1 551,58
IV	1	160	10,56	1 601,64
	2	170	10,73	1 627,42

2. Personnel d'encadrement

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE MESUEL (base 35 heures par semaine, soit 151,67 heures par mois)
I	–	225	12,18	1 847,34
II	–	280	13,67	2 073,33
III	–	350	15,59	2 364,54

Article 2

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, prend effet le 1^{er} janvier 2016.

Un exemplaire en sera remis à chacune des organisations signataires et déposé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Fait au Puy-en-Velay, le 25 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)